

# Copie anonyme - n°anonymat : 474468



Filière : B/L

Session : 2024

Épreuve de : Economie - Épreuve à Option

N7-00065  
474468  
option

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

A la fin de la pandémie du Covid-19, la dette publique française s'élevait à près de 115% du PIB. Si celle-ci semble avoir permis à l'Etat français de surmonter la crise en soutenant la consommation et l'investissement, le problème du remboursement d'un tel montant repose aujourd'hui la question de l'efficacité et de la pertinence de la dette publique : est-elle un outil ou un fardeau ?

La dette publique naît d'un déséquilibre des finances publiques, lorsque les recettes sont inférieures aux dépenses engagées par l'Etat ou les administrations publiques. Le déficit peut alors être financé par l'emprunt, notamment par l'émission par l'Etat de bons du Trésor achetés par les agents - fonds d'investissement ou agents privés individuels. La dette publique est alors contractée lorsque l'



## NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

État ou les administrations sont en possession de capitaux qu'ils devront, sur le long terme, rembourser avec intérêts à leurs créanciers. La dette publique française semble avoir été un véritable outil dans la crise du Covid, en permettant à l'État d'investir massivement dans le domaine médical et en maintenant la consommation. Ainsi, la dette publique semble pouvoir être un outil si celle-ci permet aux pouvoirs publics d'assurer le soutien à la croissance économiques, en particulier par la relance budgétaire. Si celle-ci est soutenable et remboursable sur le long terme, alors la dette publique ne semble pas non plus être un "fardeau" pour l'État. Par "fardeau", nous entendons ici une contrainte, un poids pour les pouvoirs publics, empêchant notamment le pays d'atteindre sa croissance potentielle ou limitant l'État dans ses actions. Ainsi, si la dette publique est contractée dans l'objectif de soutenir des activités rentables sur le long terme pour l'État, celle-ci doit lui permettre d'agir sans contraintes et ainsi de ne pas être un fardeau. Cependant, la dette publique peut s'avérer insoutenable et être contractée en vue de soutenir des activités dont la production



de richesses ne permet pas sur le long terme de rembourser cette dette. Elle peut alors s'avérer être un fardeau pour l'État, restreignant ses actions et dépenses dans l'objectif de rembourser sa dette. Dès lors, il semblerait que le poids de la dette ainsi que sa finalité conditionnent son rôle dans l'économie, entre outil et fardeau.

Ainsi, la dette publique est-elle nécessairement un outil au service de la croissance, ou doit-elle aussi être considérée comme un fardeau, une contrainte pour les pouvoirs publics ?

Nous remarquerons d'abord que la dette publique ne semble pas être un fardeau et peut même apparaître comme un outil au service de l'investissement et de la consommation (I). Néanmoins, sa difficile soutenabilité ainsi que son efficacité contestable remettent en question sa pertinence (II). Il s'agit dès lors, à l'échelle nationale et européenne, de se demander comment penser une dette publique efficace au service de la croissance (III).

---



D'une part, la dette publique ne semble pas nécessairement être un fardeau pour l'état (A), et peut même apparaître comme un outil nécessaire à la croissance (B).

D'abord, la dette publique n'est pas nécessairement un "fardeau" pour l'état, entendue comme contrainte et poids, car celle-ci semble soutenable et même remboursable. Domar en 1944 ~~donne~~ dans "The Burden of the Debt" proposait l'équation suivante:

$$B(t) = (G_t - T_t) + B(t-1) \times (1 + r_t)$$

avec  $B(t)$  la dette publique à l'instant  $t$  (de même pour  $B(t-1)$ , la dette publique à l'instant  $t-1$ ),  $G_t$  les dépenses publiques <sup>entre</sup> à l'instant  $t-1$  et  $t$ ,  $T_t$  les recettes, et  $r_t$  le taux d'intérêt de la dette. Pour assurer le remboursement de la dette, il faut s'assurer soit d'un taux d'inflation relativement élevé permettant une diminution du poids réel de la dette, soit d'un taux de croissance  $g_t$  supérieur au taux d'intérêt  $r_t$  ( $g_t > r_t$ ), soit d'une diminution du solde primaire ( $G_t - T_t$ ). Les trois conditions semblent actuellement réunies. En effet, l'inflation générée d'abord par la pandémie de Covid puis par le conflit russo-ukrainien s'est élevée à près de 10% dans la zone euro en 2021 et 2022. Cela a permis une diminution du poids réel



# Copie anonyme - n°anonymat : 474468

Emplacement  
QR Code

Filière : B/L

Session : 2024

Épreuve de : Economie - Épreuve à Option

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

de la dette publique des États européens, ce dernier s'étant considérablement accru pendant la pandémie. De plus, le retour de la croissance française depuis 2022, avec une hausse du PIB de près de 3% cette année-là, doit pouvoir permettre progressivement un remboursement de la dette par un taux de croissance supérieur au taux d'intérêt ( $gt > rt$ ). Enfin, les dépenses engagées par l'État français au cours de la pandémie - en particulier dans le domaine sanitaire par l'achat massif de matériel médical - diminuent progressivement, réduisant le solde primaire. C'est notamment la volonté de Bruno Le Maire de diminuer le déficit public à 3% en 2027 puis à 0% en 2030 qui doit pouvoir permettre d'assurer la diminution du solde primaire. Annoncées à l'avance, ces mesures doivent aussi permettre de redonner aux créanciers et ainsi de diminuer les taux d'intérêt. La dette française semble donc être remboursable - du moins en partie - à moyen terme, et donc ne pas être un fardeau, une contrainte pour l'État

5/19



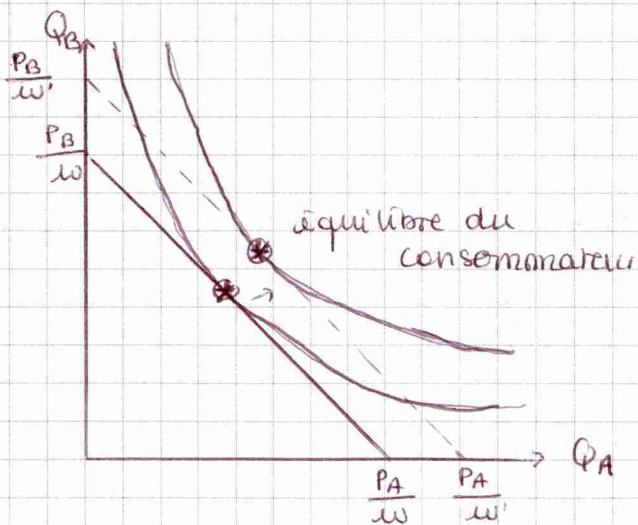
## NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

sur le long terme puisque celle-ci devrait tendre à diminuer.

De plus, la dette publique contractée par l'Etat et les administrations publiques depuis la pandémie semble avoir été un outil au service de l'intérêt général. Rappelons d'abord que la dette publique peut être un outil de relance budgétaire. J.H. Keynes dans sa Théorie Générale de l'Emploi, de l'Intérêt et de la Monnaie (1936) estimait ainsi que le financement de la politique budgétaire par l'emprunt - donc en creusant la dette publique - était plus efficace que le financement par l'impôt. En effet, financer la relance budgétaire en creusant la dette permet dans un premier temps de relancer l'investissement, de stimuler la demande à l'aide du multiplicateur keynesien, et de relancer l'emploi en diminuant le chômage, une hausse de la main-d'œuvre devant répondre à la hausse de l'investissement des entreprises en capital. Une hausse de l'emploi doit ainsi permettre une hausse des revenus imposables, et donc une hausse des recettes publiques,



permettant ensuite de rembourser la dette contractée. La balance budgétaire financée par l'emprunt est alors ~~est~~ plus efficace que celle financée par l'impôt selon Keynes, car cette dernière suppose une diminution des revenus des agents, et donc de la consommation et des débouchés des entreprises. Au contraire, un financement par l'emprunt ne diminue pas le revenu des agents, et peut même l'augmenter sur le moyen ou long terme, lorsque l'Etat rembourse avec ~~les~~ intérêts ses créanciers. Sur le moyen terme, la dette publique peut ainsi être aussi un outil au service de la consommation, car augmente la contrainte budgétaire des agents :



$Q_A$  : quantité du bien A

$Q_B$  : quantité du bien B

$\frac{P_B}{w}$  : prix du bien B sur le revenu

$\frac{P_B}{w'}$  : prix du bien B sur le revenu après réception des intérêts de la dette publique

Après réception des intérêts de la dette, l'équilibre du consommateur augmente, il consomme plus, ce qui permet une hausse des débouchés par les entreprises. La dette publique apparaît donc comme un outil pour la consommation et la croissance. De plus, la dette publique contractée à l'occasion de la pandémie par l'Etat français



révèle que la dette publique est un outil au service de l'intérêt général. En effet, la hausse de la dette publique s'explique notamment par une forte hausse des dépenses de santé, mais aussi pour le soutien à la consommation et aux entreprises. Dans cette situation, seul l'État et les administrations publiques pouvaient assumer de telles dépenses pour répondre au besoin de la population. Bien qu'ayant creusé le déficit public à près de 9%, l'État et les administrations ont cependant permis de surmonter la crise par la dette publique, s'élevant à près de 115% du PIB en 2022.

---

Ainsi, la dette publique ne semble pas constituer sur le long terme un fardeau pour l'État, et s'avère même être un outil efficace. Cependant, le risque de son insoutenabilité et son orientation remettent en question sa pertinence.

---

Le risque d'une dette publique insoutenable et génératrice d'effet pervers (A) ainsi que la possible inefficacité de la dette (B) remettent en question sa pertinence.



# Copie anonyme - n°anonymat : 474468

Emplacement  
QR Code

Filière : BIL

Session : 2024

Épreuve de : Economie - Epreuve à Option

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

D'abord, la dette publique semble pouvoir générer des effets pervers remettant en question son efficacité comme outil économique. En effet, la récente diminution de l'inflation dans la zone euro ralentit la diminution du poids réel des dettes publiques européennes. De plus, la dette publique restreint les capacités d'action de l'Etat. En 2009, Reinhart et Rogoff dans This time is different: eight years of financial folly avait estimé qu'une dette publique supérieure à 60% du PIB pouvait être à l'origine d'une décroissance d'au moins 0,1% par an. Le commissaire européen aux affaires économiques Olli Rehn avait alors, lors de la crise des dettes souveraines, encouragé les Etats à engager des politiques budgétaires restrictives, notamment en Grèce, où une telle politique n'a qu'aggravé la crise. Dans ce cas, le poids de la dette publique a contraint les Etats à tenter de la rembourser en restreignant leur



champ d'action. Bien qu'en 2013 Ash et Pollin aient démontré  $\frac{1}{2}$  dans "Does High Public Debt Always Stifle the Economic Growth?" que les calculs de Reinhart et Rogoff étaient erronés et qu'une dette publique de plus de 60% du PIB ne conduisait pas ~~à~~ nécessairement à la décroissance, la volonté des États de rembourser la dette publique les pousse à restreindre leurs actions. Benjamin Lemoine dans La démocratie disciplinée par la dette (2022) estimait que l'un des fardeaux de la dette publique française ~~est~~ reposait sur la démocratie. Pour lui, la volonté de l'État français de rembourser ses dettes l'oblige à réduire ses dépenses, et notamment dans le domaine social. Les récentes annonces de G. Attal concernant la diminution des dépenses des administrations publiques liées notamment au RSA ainsi que les annonces de F. Lemaire sur une diminution progressive du déficit public français soulignent ainsi le retrait progressif de l'État. La dette publique prive l'État de dépenses au service de la démocratie et de l'égalité. En 2021, l'État fédéral allemand a ainsi racheté les dettes publiques des Länder pour leur



permettre d'investir de nouveau dans l'éducation, la santé... Ainsi, la dette publique peut être un fardeau pour l'État lorsque son remboursement nécessite de restreindre ses dépenses, pourtant au service de l'égalité et de la démocratie par exemple.

De plus, si la dette publique est contractée dans l'objectif de financer des activités qui ne permettent pas sur le long terme de rembourser cette dette, alors elle peut être un fardeau pour l'économie et le pays. D'abord, la relance budgétaire financée par l'emprunt n'est pas nécessairement efficace. En effet, Barro reprenant en 1976 l'idée de l'équivalence ricardienne soulignait que tout comme l'impôt, l'emprunt diminue la consommation présente. Des agents anticipent en effet une hausse future des impôts pour permettre à l'État de rembourser ses dettes, et ainsi préfèrent épargner pour répondre à cette future hausse des impôts. De même, la théorie du revenu permanent développée par M. Friedman dans The Theory of the Consumption Function (1957) souligne qu'un agent souhaitant laisser son ~~consommation~~ revenu sur le long terme tend à épargner un revenu supplémentaire. Ainsi, si l'État finance une relance budgétaire en creusant sa



dette, le risque que la relance soit inefficace et ne génère pas de ~~nouveaux revenus~~ <sup>nouvelles recettes</sup> permettant de rembourser la dette est fort. Ainsi, pendant le Covid, les Français ont épargné en moyenne 10% de leurs revenus, contre 15% en moyenne avant la crise. Si le creusement du déficit et de la dette publique a permis un soutien à la demande, celui-ci fut limité par une épargne plus importante, diminuant les capacités de remboursement de l'Etat français. De plus, B. Blancheton dans La dette publique : ses enjeux, ses limites, ses controverses (2022) souligne que l'Etat français contracte aujourd'hui une "mauvaise dette", qui devient un fardeau. En effet, il estime qu'une dette publique ne doit être contractée que si les acheteurs qu'elle finance permettent sur le long terme de rembourser cette dette, pour que l'Etat ne soit pas contraint d'engager une politique budgétaire restrictive. Seulement, la dette publique française permet aujourd'hui de financer notamment le déficit de la Sécurité sociale, ainsi que les dépenses de l'Etat Providence. La France dépense ainsi 5% de son PIB au dessus de la moyenne européenne dans le système de retraite et d'aide au logement. Seulement, contracter une dette publique supplémentaire pour financer par exemple le système de retraite ne permet pas de créer de nouveaux revenus imposables ou



# Copie anonyme - n°anonymat : 474468

Emplacement  
QR Code

Filière : B/L

Session : 2024

Épreuve de : Economie - Épreuve à Option

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

toute ~~les~~ autre source de recettes pour l'Etat. Dès  
lors, contracter une dette publique pour financer  
un système ne permettant pas de la rembourser  
risque, sur le long terme, de contrainte l'Etat  
à restreindre ses dépenses, et ainsi la dette  
devient un fardeau.

---

Ainsi, la dette publique, bien qu'elle semble  
être un outil qui peut s'avérer efficace, est aussi  
générateur d'effet pervers en ce qu'elle contraint,  
aujourd'hui ou dans le futur, l'Etat français à  
réduire ses dépenses pour assurer la soutenabi-  
lité de la dette.

---



## NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

Il s'agit dès lors de se demander comment garantir que la dette publique soit un outil plutôt qu'un fardeau dans le futur. Orienter la dette publique française ~~dans~~ vers des domaines générateurs de ressources semble nécessaire (A), tout comme une coopération européenne (B).

D'une part, la question de l'orientation de la dette publique dans des domaines générateurs de ressources semble essentielle. En effet, B. Blancheton (La dette publique, 2022) estime qu'une "bonne dette publique" doit être orientée vers des secteurs permettant de générer des ressources. Il propose ainsi de réduire à court terme le déficit public - ~~à~~ comme envisagé par B. Zemaire - en tenant les GAFAM pour augmenter les recettes publiques et en diminuant les dépenses allouées au logement et au système de retraite (la réforme des retraites de 2023 semble à ce titre répondre en partie au problème). Notons qu'à court terme, cela représente un fardeau pour la démocratie et l'État social. Mais cela doit permettre dans un premier temps de réduire le poids de la dette pour ensuite permettre à



l'Etat d'engager des dépenses dans des secteurs générateurs de croissance. M. Mazzucato dans L'Etat entrepreneur (2020) souligne ainsi que l'Etat américain, dans les années 90 et 2000, a creusé sa dette publique dans l'objectif de soutenir des entreprises telles que Apple - par la construction de grands laboratoires et centres de recherche notamment. Seulement, ces entreprises ont permis une forte croissance du PIB américain en se positionnant comme leaders dans le domaine technologique. Dès lors, la dette publique est un outil au service de la croissance américaine et du leadership américain dans le secteur technologique. Ainsi, orienter la dette publique française vers les licornes françaises par exemple devrait permettre de faire de la dette publique un outil au service de la croissance française (dont le remboursement devrait permettre, si assez élevé, de rembourser la dette lorsque  $gt > at$ ).

Enfin, la dette publique à l'échelle de l'Europe doit pouvoir être repensée pour permettre aux Etats de faire de leur dette un outil plutôt qu'un fardeau. En effet, les critères de convergence de Maastricht (1992) imposant une dette publique de moins de 60% du PIB et un



déficit public de moins de 3%. n'ont pas été respectés, malgré la signature en 2012 du Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance. Seulement, la dette publique des Etats devient un fardeau à l'échelle européenne en ce qu'elle est source de divergences entre les économies. La crise du Covid a renforcé cette divergence, les pays d'Europe de l'Ouest étant plus endettés que les pays d'Europe centrale notamment. Le plan Next Generation EU mis en place à l'échelle européenne en 2020 a permis une mutualisation temporaire des dettes publiques. Cependant la volonté de certains pays d'en faire un système permanent après la crise a été rejetée par les pays moins endettés d'Europe centrale. Pourtant, une mutualisation européenne des dettes publiques devrait permettre d'en faire un outil plutôt qu'un fardeau. Braud et Aglietta dans Un New Deal pour l'Europe (2013) estimaient que la mutualisation des dettes publiques serait efficace pour la stabilité économique notamment. La crise des dettes souveraines de 2009 et 2010 a en effet révélé une forte divergence des économies en matière de dette publique, la Grèce empruntant à l'époque à un taux de 18%, contre 2% pour l'Allemagne par exemple. Mutualiser les dettes publiques doit ainsi permettre de réduire ces divergences et les conséquences des chocs asymétriques sur les économies nationales. Mutualiser les dettes



# Copie anonyme - n°anonymat : 474468

Emplacement  
QR Code

Filière : BIL

Session : 2024

Épreuve de : Economie - Épreuve à Option

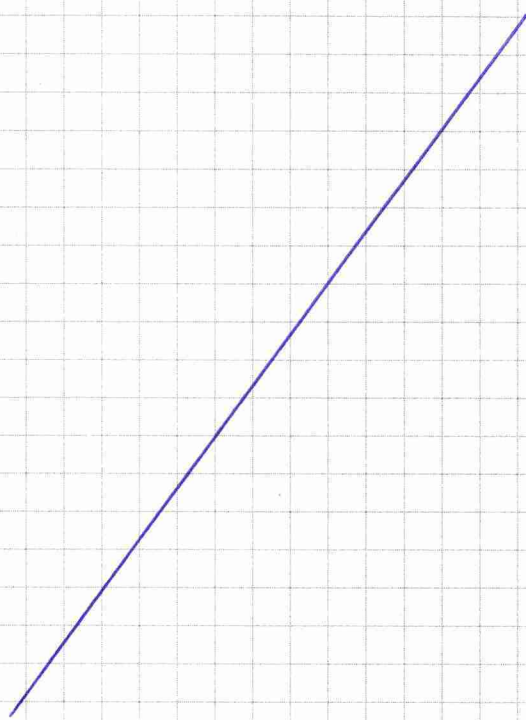
Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

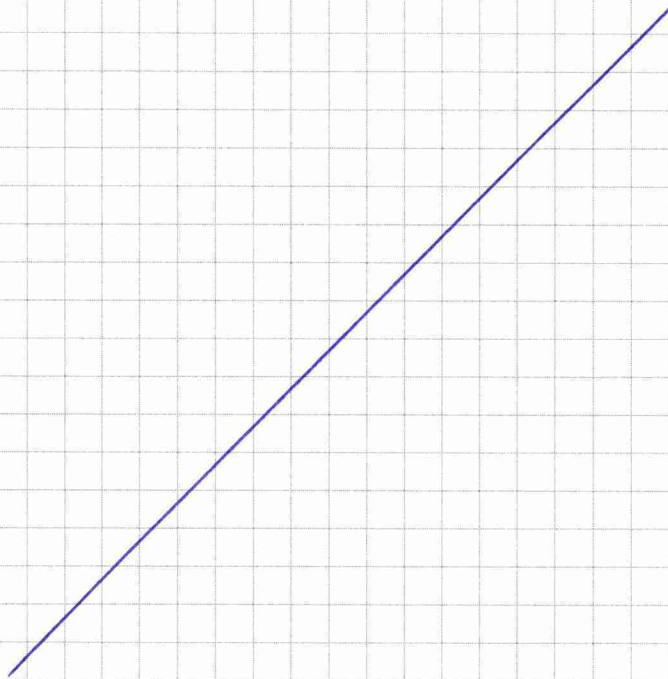
doit ainsi permettre aux nations plus endettées de diminuer le poids de leur dette et de ne pas être contraintes d'engager des politiques budgétaires restrictives contraignantes. De plus, cela permettrait aux pays empruntant à des taux plus élevés de voir ce taux diminuer, puisque ~~le~~ le risque de non-remboursement est alors moins élevé. Ainsi, la dette publique peut redevenir un outil car son poids diminue dans le cas de la France, permettant de ne pas contraindre trop les actions de l'État. À l'échelle européenne, la mutualisation des dettes semble essentielle pour la stabilité économique



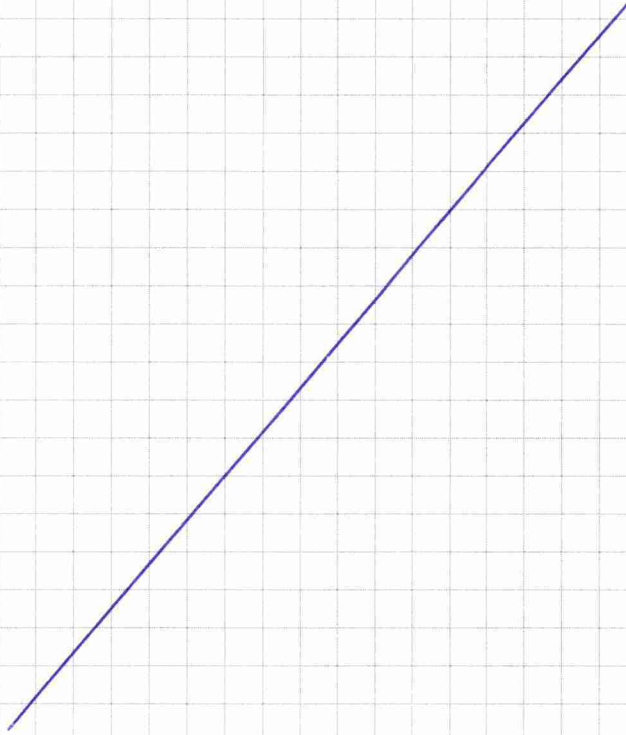
NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE













# Copie anonyme - n°anonymat : 474468

Emplacement  
QR Code

Filière : B/L

Session : 2024

Épreuve de : Economie - Épreuve à Option.

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Ainsi, le rôle de la dette publique dans l'économie semble ambiguë. D'une part, la dette publique actuelle semble être soutenable et ainsi permettre à l'État de ne pas contraindre ses actions. De plus, la dette publique s'est récemment avérée être un outil nécessaire en cas de crise, au service de la consommation, de l'investissement et de l'intérêt général. Néanmoins, la dette publique peut aussi s'avérer être un fardeau pour l'État, car peu efficace si mal orientée et <sup>restreignant</sup> <sup>possiblement</sup> les dépenses de l'État, contraint de rembourser ses dettes. Dès lors, à l'échelle nationale comme européenne, il s'agit de penser une dette publique plus efficace, au service de la croissance.

Les récentes mesures annoncées par B. Lemaire, en particulier sa volonté de diminuer le déficit public à hauteur de 3% pour 2027, devraient ainsi permettre de confirmer l'idée d'une dette publique contrai-

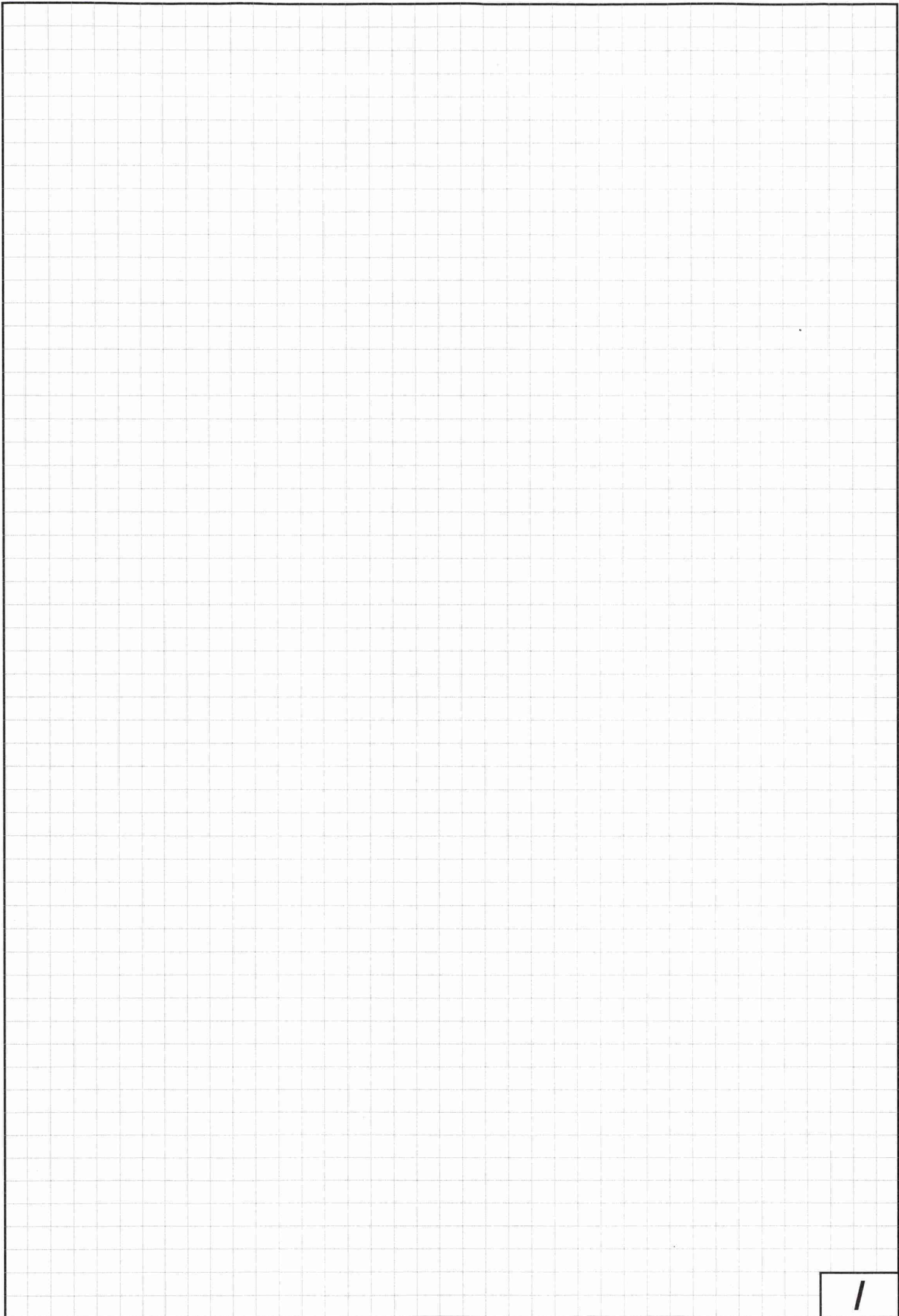


NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE

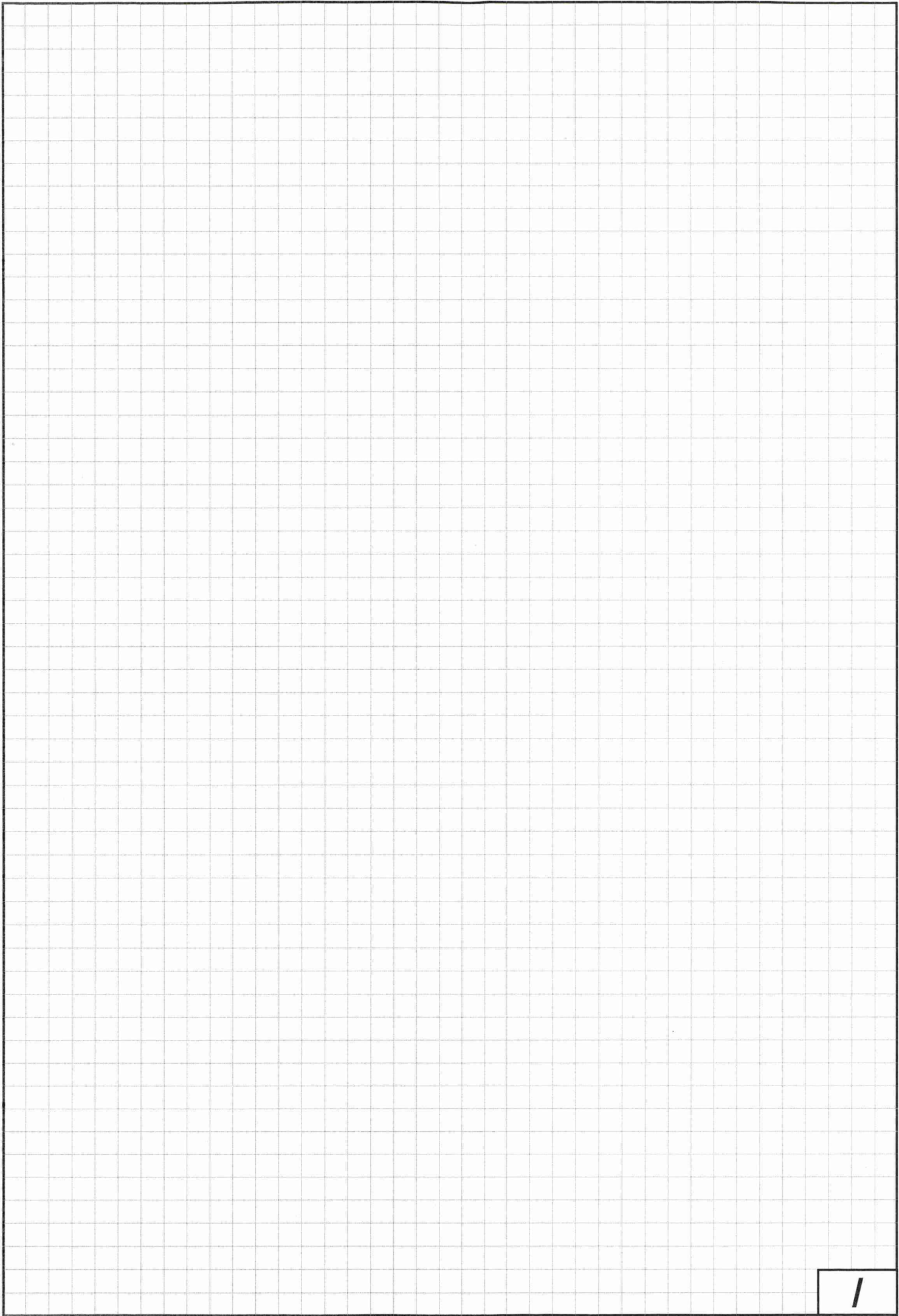
gnant l'action de l'Etat lorsqu'il s'agit de  
son remboursement

---









/